

L'Alliance canadienne de la Campagne mondiale pour l'éducation (CMÉ)

Document de conception et plan des activités
mis à jour en février 2005

1. Introduction : Le Canada, la société civile, et l'éducation pour tous

Réunis à Dakar en 2000, le Canada et d'autres pays ont réaffirmé souscrire entièrement à l'idée que l'éducation de base est un droit universel. Le Canada a fait preuve de leadership, incitant les gouvernements du G-8 à financer l'éducation pour tous (ÉPT) et augmentant rapidement sa propre aide étrangère à l'éducation après 2000. Il est un membre actif du Comité directeur de l'ÉPT à l'UNESCO et de la *Fast-track Initiative* par laquelle la Banque mondiale promet du financement à chaque plan national d'éducation de base qui sera viable.

La réalité, toutefois, est que le monde est encore bien loin d'avoir réalisé l'ÉPT. Par rapport à l'objectif d'offrir un accès universel à une éducation primaire de bonne qualité d'ici 2015, 86 pays en développement sont hors course. Plus de 104 millions d'enfants ne vont pas à l'école, et 55 % des filles en Afrique ne finissent pas leur primaire. Le financement global de l'ÉPT n'a pas été à la hauteur des promesses internationales : il manque de 6 à 10 milliards \$ de financement extérieur par année pour que les pays offrent l'éducation de base universelle. Et même si le financement était au rendez-vous, la volonté politique et la capacité technique de mettre en œuvre des programmes d'éducation de base universelle sont souvent déficientes.

C'est précisément là – dans l'écart entre la rhétorique de l'ÉPT et le financement, et entre le financement de l'ÉPT et sa mise en œuvre – qu'interviennent les organisations de la société civile. La Campagne mondiale pour l'éducation regroupe à une échelle internationale des organisations régionales et internationales ainsi que des coalitions nationales, dans un effort vigoureux de lobby pour attirer plus d'attention et de financement vers les buts de l'ÉPT. Les coalitions nationales de la société civile veulent absolument acquérir la capacité à tenir leurs gouvernements responsables de leur promesse d'offrir une éducation publique gratuite.

Au Canada, l'on pratique depuis longtemps l'éducation pour le développement, et depuis peu il s'y fait de la sensibilisation à l'éducation fondée sur des preuves. Ces deux réalités donnent à penser que le Canada peut faire beaucoup pour que les organisations internationales et nationales de la société civile puissent jouer un nouveau rôle politique. En outre, au Canada les organisations de la société civile tiennent à tout prix à tenir le gouvernement responsable de ses promesses en matière d'ÉPT.

2. La formation de l'Alliance canadienne de la CMÉ

Le 1^{er} décembre dernier, six organisations canadiennes ont lancé ensemble l'Alliance canadienne de la CMÉ, elles en ont formé le Comité directeur ainsi que le plan d'action. Ces six premiers membres de l'Alliance sont : le Conseil canadien pour la coopération internationale, la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, le *Centre for Comparative, International and Development Education* de l'Université de Toronto, OXFAM Canada, l'Entraide universitaire mondiale du Canada ainsi que Vision mondiale Canada. Le Comité directeur s'est déjà élargi, comme on le voit plus loin, dans le tableau.

Notre but : regrouper en une large coalition les organisations non gouvernementales, syndicats d'enseignants, organismes de développement d'église, organismes canadiens de recherche et organismes canadiens de sensibilisation à l'éducation, qui sont intéressés à promouvoir le droit universel à l'éducation. L'Alliance est reliée librement à la Campagne mondiale pour l'éducation – un groupe parapluie regroupant les coalitions nationales et régionales d'ONG et d'organisations de citoyens afin de plaider pour l'éducation pour tous¹. L'Alliance canadienne de la CMÉ se centre en particulier sur le rôle que les organisations de la société civile jouent au Canada et à l'étranger pour que soit exercé le droit universel à l'éducation.

Il y a des regroupements similaires dans d'autres pays. Par exemple, en Irlande la *Irish Coalition for the Global Campaign for Education* est financée en partie par *Development Cooperation Ireland*. Aux États-Unis, le *U.S. Chapter of the Global Campaign for Education* jouit d'un grand succès et d'une large couverture médiatique et a à sa tête l'ex-conseiller économique de Bill Clinton Gene Sperling. L'une de ses dirigeantes, la sénatrice Hilary Clinton, a présenté le projet de loi Éducation pour tous aux congressistes américains en septembre dernier. En Norvège, une coalition de la société civile avec à sa tête le Syndicat des enseignants est financée par le gouvernement norvégien. Elle axe ses activités sur l'équité des sexes en éducation et sur l'éducation des groupes marginalisés; à l'aide d'événements médiatiques elle sensibilise la population aux défis auxquels ces groupes ont été et sont encore confrontés en Norvège, et aux similitudes entre eux et les apprenants exclus dans le Sud.

3. Les buts de l'Alliance canadienne de la CMÉ

L'Alliance canadienne de la CMÉ a trois buts principaux :

- Amener le Canada à s'engager plus à fond afin que le droit universel à l'éducation se réalise en sensibilisant le public, en stimulant le dialogue fondé sur des preuves, et en exigeant un meilleur financement et de meilleures approches de la question dans l'ordre du jour de notre politique étrangère;
- Appuyer les formes de recherche, et les formes de dialogue sur les politiques, pouvant conférer à l'engagement démocratique un rôle soutenu dans la gouvernance de l'éducation dans les pays en développement;
- Offrir un lieu de débat, d'échange d'information et de discussion aux organisations de la société civile au Canada qui s'efforcent activement de faire advenir l'éducation de base universelle et publique dans les pays en développement.

4. La gouvernance et l'adhésion

Chacune des organisations ci-dessous a désigné un employé pour siéger au Comité directeur de l'Alliance de la CMÉ. Professeure Karen Mundy de l'Université de Toronto, et le *Centre* qu'elle y dirige, vont servir d'ancrage initial pour l'Alliance. De plus deux

¹ La Campagne mondiale pour l'éducation promeut l'éducation comme droit humain, et elle mobilise la pression publique sur les gouvernements et la communauté internationale, afin qu'ils tiennent leur promesse d'offrir une éducation publique de base à tous, en particulier aux enfants, aux femmes, et à tous les secteurs désavantagés et défavorisés de la société.

coordonnateurs à temps partiel, tous deux étudiants à l'Université de Toronto, vont se joindre au Comité directeur.

Le Comité directeur sera chargé de la planification d'une modeste stratégie de sensibilisation ainsi que d'un premier forum public à organiser entre février et avril 2005. Des membres de l'Alliance, telle la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, ont déjà une campagne en cours. Chaque membre fondateur s'applique à amener la plus grande partie de sa base possible à s'engager pour l'éducation de base universelle.

Tableau 1 : Membres du Comité directeur

Organisation	Personne désignée au Comité directeur	Base représentée
<i>Centre for Global Governance and Educational Change</i> , Université de Toronto	Karen Mundy (professeure associée, Chaire de recherche du Canada)	<ul style="list-style-type: none"> Professeurs, étudiants et anciens liés aux facultés d'éducation au Canada
CCCI	Brian Tomlinson	<ul style="list-style-type: none"> ONG canadiennes
Fédération canadienne des enseignantes et enseignants	Barbara MacDonald	<ul style="list-style-type: none"> les enseignantes et les enseignants canadiens par l'entremise des organisations provinciales et territoriales de l'enseignement
OXFAM Canada	Mark Freid	<ul style="list-style-type: none"> Comités locaux d'Oxfam
EUMC	Phillip Landon	<ul style="list-style-type: none"> Anciens, comités d'étudiants universitaires, anciens coopérants (dont beaucoup d'enseignants)
Vision mondiale	Kathy Vandergrift	<ul style="list-style-type: none"> Comités locaux
<i>Give Girls a Chance</i>	Avril Benoît	<ul style="list-style-type: none"> ONG locales, la CBC et d'autres médias
Université d'Ottawa	Richard Maclure	<ul style="list-style-type: none"> Équipe de recherche et étudiants - spécialisé en société civile et éducation, droits de l'enfant en Afrique, Amérique latine
Université McGill	Jackie Kirk	<ul style="list-style-type: none"> Spécialiste en éducation dans les urgences
Fondation Paul Gérin-Lajoie	François Gérin-Lajoie	<ul style="list-style-type: none"> ONG canadienne spécialisée en éducation dans la francophonie
Aide à l'enfance Canada	Kim Kerr	<ul style="list-style-type: none">

Outre les membres fondateurs, nous tentons d'amener d'autres partenaires organisationnels à se joindre au Comité directeur, notamment les homologues québécois d'Oxfam Canada, de

l'EUMC et de la FCE. Ainsi constitué le Comité directeur formera la structure de gouvernance de base, il établira l'ensemble des buts et mandats, il précisera qui sera porte-parole de l'Alliance et à quel moment les porte-parole devront intervenir.

5. Activités initiales

Le Comité propose quatre activités clés pour la période allant de janvier au 31 mars 2005 :

1. Création d'un site canadien de la CMÉ présentant l'information de base sur l'aide du Canada à l'éducation, sur la recherche qui existe sur le droit universel à l'éducation, et sur la Campagne mondiale. Le site proposera une campagne simple d'envoi de lettres – Premier ministre, ministre de la Coopération internationale, ministre des Affaires étrangères et députés. Il offrira en outre des liens menant aux activités et événements réalisés par les membres en appui à l'éducation de base universelle.
2. Un programme modeste de sensibilisation et de campagne. Nous réaliserons : un article à faire paraître en regard de l'éditorial expliquant pourquoi le Canada doit inscrire l'éducation de base universelle à l'ordre du jour de sa politique étrangère, après l'Examen de la politique internationale; une interview avec les médias; une rencontre avec des parlementaires, et avec la ministre de la Coopération internationale. Nous allons envisager une participation possible à la Semaine mondiale d'action organisée par le réseaux CMÉ en avril 2005.
3. Préparation d'une note de synthèse et du « bulletin » du Canada quant au respect de ses engagements envers l'éducation de base universelle, à être présentés lors des audiences parlementaires sur le prochain Examen de la politique internationale, à la ministre ainsi qu'à un forum d'ONG et d'universitaires.
4. Les 25 et 26 avril – tenue d'un forum sur le rôle de la société civile (au Canada et dans le monde) dans la réalisation de l'éducation pour tous, à l'intention des organisations de la société civile au Canada. Le forum aura deux composantes : 1) comment les organismes de la société civile au Canada peuvent appuyer le droit à l'éducation; et 2) le rôle de la société civile en vue d'augmenter le volume et l'efficacité des engagements du Canada en ce qui concerne l'éducation pour tous.

Autres activités éventuelles :

- Mise en place d'un carrefour interactif d'informations, sur le Web, pour appuyer l'échange des idées entre les organisations de la société civile.
- Projets (financés) de recherche et de développement des capacités, pour aider la société civile à devenir efficace dans la sensibilisation et dans l'engagement dans les politiques.
- Coordination de la Semaine mondiale d'action chez les organisations membres.
- Activités de sensibilisation au Canada pour faire pression afin que le Canada s'engage plus à fond dans le sens de l'éducation pour tous.

6. Le financement

L'ACDI a garanti à l'Alliance canadienne de la CMÉ un petit fonds de démarrage. De plus, des frais modestes d'inscription à la conférence et les contributions volontaires des membres

devraient suffire à appuyer l'organisation pour sa première année. Une équipe d'étudiants bénévoles a déjà été contactée à l'Université de Toronto.